# L'ABEILLE.

PAR BELLIT, MARION & Cie.
No. 81, rue Dauphine.

Prix pour un an, $10 ; pour six mois, $5 ; pour trois mois, $2 50 ; pour un mois, $1 ; payable d'avance.

Pour les Abonnés de la Campagne, $12 par an.

## HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
Candidat à la Présidence d'une Convention Nationale,
NOUVELLE-ORLEANS,
MERCREDI MATIN, 4 DECEMBRE 1839.

### MENSONGES OFFICIELS.

Que faut-il penser d'un fonctionnaire public qui appelle devant une commission des représentants du peuple, traîne la vérité aux gémonies et fait effrontément une parade d'abnégation ? Nous vous répondrons : c'est M. Woodbury.

Lorsque Mr. Woodbury fut appelé devant la commission d'enquête en 1837, comme dans Mr. Wise était président, il fut interrogé sur le point de savoir "s'il était à sa connaissance qu'il y eut parmi les fonctionnaires comptables du gouvernement des défaillances ou retenues frauduleuses." Il répondit qu'on connaissait vaguement n'était venu à sa connaissance. Eh bien, il résulte des documents fournis par lui-même à la commission, des preuves incontestables qu'il existait des malversations dans son administration, et qui plus est qu'il en connaissait l'existence.

Par exemple un Mr. Harris, receveur de Columbus, était en défaut de $189,179 avec l'administration, dès le mois d'août 1836, d'après un arrêté pris par lui-même. Et pourtant Mr. Woodbury fit semblant qu'il ne connaissait l'existence d'aucune malversation ! Ce même Harris, nouvellement nommé son successeur au Mr. Boyd, étant dans une lettre au Président Jackson : "Il a été prouvé au président Adams et à la législature de son Etat et toujours il s'est montré un des plus fermes soutiens de notre administration. Sur cette recommandation Boyd fut nommé et on en apprit l'importait à l'administration générale.

Quant à la confiance de tout cela ? que les membres de l'administration ne fissent nul compte ni de la moralité, ni de parti, ni de son avenir ; et que leur unique but en de se maintenir au pouvoir en dépouillant le peuple, et en offrant le partage des dépouilles à tous ceux qui voulaient le servir quand même.....

### DU DROIT DE VISITE.

Nous voyons avec regret que les croiseurs Anglais s'arrogent le droit de visiter nos bâtiments marchands sous le prétexte que la traite se fait maintenant très fréquemment sous pavillon Américain ; et nous voyons avec plus de regret encore que nos gouvernants ne répondent pas à ces prétentions par des protestations énergiques.

Quoi ! à nous seuls qu'il appartient de faire la police dans mer, c'est ostensiblement à nos batiments de guerre qu'il appartient de surveiller et de visiter les bâtiments marchands naviguant sous pavillon Américain. Permettre à une autre puissance d'exercer ce droit, c'est accepter une espèce de subalternité, c'est renoncer à son indépendance de nation souveraine. Est-ce que l'Amirauté Anglaise consentira à laisser visiter les bâtiments marchands de sa Majesté Britannique par les bâtiments de guerre d'une autre puissance ? Et pourquoi arrions-nous moins fier que la Sère Angleterre ?

Y a-t-il un traité qui accorde aux deux nations un droit de visite réciproque ? nullement. Le droit de visite, que l'Angleterre a souvent exercé comme un droit, parce qu'elle était la plus forte, jamais été formellement sanctionné par elle au traité de Gand. Ainsi l'Angleterre ne peut argiuer d'aucune convention, d'aucun droit pour exercer, comme elle le fait la visite de nos bâtiments marchands ; et le devoir de notre gouvernement est d'y mettre un terme dans le plus bref délai possible.

Nous espérons que notre administration n'aura pas attendu les énergiques protestations de la presse libérale pour agir ; et quoique nous ayons changé pour à enregistrer ces erreurs et ces mollesse politiques, nous aimons à croire que dans cette circonstance, où l'honneur national est engagé, elle ne faillira pas à son devoir.

### AU COURRIER.

Le Courrier nouvelle hier soir les attaques contre nous : empire même un peu fol, même perfide, et nous voyons avec peine la partie française se faire l'écho des sentiments de la partie anglaise : elle nous met dans la nécessité de retirer la restriction que nous avions faite en sa faveur. Rédaction anglaise et rédaction française sont de la même force et parfaitement dignes l'une de l'autre.

Le Courrier nous accuse de toujours anti-américains : il faut être aveuglé par les préjugés les plus étroits pour lancer contre nous une pareille accusation. Il n'y a pas un mot de notre article qui puisse la justifier ; tâche nous avons à ailleurs, tout pas écrit nous le prouve hautement. Le Courrier n'obtenu à voir une question politique où nous n'avons voulu traiter qu'une question de langue. Il faudrait en vérité renoncer à écrire et l'on ne s'adresserait pas à des hommes au peu mieux initiés que l'éditeur du Courrier au génie de la langue française.

Dans le Courrier nous nous sommes servis du langage français, nous le savons. Nous nous étonnons seulement qu'il ne traite pas l'anglais avec le même dédain ; car on ne doit guères tenir à un idiome quelqu'il soit lorsqu'on s'en sert avec le merveilleux talent que M. Bullitt a montré les échauffaisons journalières des Rédacteurs de cette feuille.

L'on d'eux trouve étrange que la partie française de l'Abeille soit rédigée par un français. Est-ce qu'il voudrait par hasard en débarrasser en lui et place d'un concitoyen de Lafayette ?

Le Courrier, dit-il, n'a pas remqué notre premier article, et pour appuyer cette dénégation de son confrère, le rédacteur français trouque le second : il aiter, comme de nous, une phrase qu'il habille à sa façon et que nous le prions en grâce de garder pour lui. Trouque du reste, on n'est pas seulement altéré matériellement, changer un mot, une phrase, c'est dénaturer une idée, la tortorer pour lui donner un sens qu'elle n'a pas. C'est là ce qu'à fait l'éditeur anglais du Courrier, et ce n'est pas notre faute s'il n'a pas la conscience de ce qu'il fait, s'il ne comprend par la portée de ce qu'il écrit.

Qu'il ne cherche donc plus qu'il nous provoquera à répondre à ses sarcasmes, nous ne lui ferons jamais l'honneur de relever les injures ou les provocations qu'il nous adressait par la voie de son journal : elles ne pourront nous atteindre.

### BIBLIOTHEQUE COMMERCIALE.

Ce soir a lieu l'assemblée annuelle des membres qui composent la société de la Bibliothèque Commerciale. Cette réunion est d'une grande importance pour tous ceux qui s'intéressent à la prospérité et aux progrès de cet utile établissement : on y présentera un rapport sur la situation financière de la société, un aperçu de ce qui a été fait durant l'année qui vient de s'écouler, et enfin il sera procédé par la voie de scrutin à l'élection de nouveaux directeurs. Nous pensons que la conservation qui a été faite à cet objet sera nombreuse par toutes les personnes intéressées. Les derniers événements entravent en fonction avec les intentions de réforme et d'amélioration, on aurait bientôt jusqu'à quel point leurs promesses ont été remplies. On nous assure que la vie et l'activité du bureau actuel sont beaucoup fait pour obvier aux pertes financières qui pouvaient sur cette institution, et que jamais, depuis quelques années, une affaire n'a été dans un meilleur état. Les membres de la société seront à même de s'en convaincre lorsqu'on leur soumettra le rapport du trésorier et celui de la direction actuelle.

Jusqu'à ce jour on a même vainement demandé pour la bibliothèque commerciale une bibliothèque convenable, le seul établissement de notre ville qui ait jusqu'ici manqué à cet égard. Nous espérons que nos gouvernants ne laisseront pas plus longtemps cette lacune à remplir, et qu'ils s'empresseront de mettre à la disposition de la société quelques-unes des salles qui sont vacantes dans l'édifice public.

Nous ne pouvons finir sans dire un mot d'un ouvrage sur la matière qui nous soit été donné ; mais on nous assure qu'il se recommande comme œuvre philosophique présentant la question de l'esclavage sous un jour nouveau ; quand il aura été examiné et approuvé par les connaisseurs, il sera mis à la disposition de la société. Nous ne doutons pas que cet ouvrage ne soit bientôt accueilli par le public, et nous ne pouvons que féliciter la société de la bonne fortune qu'elle a eue de trouver un tel ouvrage à sa disposition.